

Financement des hypothèques

Mon parti ne désire pas retarder la deuxième lecture de ce bill. Nous estimons qu'il doit être adopté en principe, bien que nous désirions soulever au comité non seulement les questions que j'ai exposées mais certains autres points. Compte tenu de cela, je résumerai en disant qu'une crise du logement sévit effectivement au Canada. Elle est partiellement due à de lourdes hypothèques et à des taux d'intérêt élevés. Aucun député ne devrait se livrer à une obstruction systématique susceptible de compliquer de quelque façon les problèmes qui se posent au salarié moyen.

Des voix: Bravo!

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Quelle surprise, monsieur l'Orateur! Le parti conservateur appuie les investisseurs! Dès le début du discours du député de York-Simcoe (M. Stevens), j'ai commencé à compter combien de fois il employait le terme «propriétaire» et combien de fois il employait le terme «investisseur». J'ai abandonné au bout de 10 minutes parce que le mot «investisseur» revenait 10 fois plus souvent que le mot «propriétaire». Rien ne pouvait être plus caractéristique du parti qui se trouve à ma droite que le discours que nous venons d'entendre. Je reviendrai dans quelques instants au discours brillant et mordant du député.

En premier lieu, j'aimerais dire quelque chose au sujet du gouvernement. En début d'après-midi, nous avons donné la troisième lecture à un bill concernant le logement dont tous les députés peuvent être fiers. Tout les députés ont finalement approuvé ce bill, comme ils devaient le faire, à mon avis. Le gouvernement a enfin proposé, avec plusieurs années de retard, il est vrai, une mesure qui contient d'importantes dispositions visant à résoudre le problème de la remise en état des logements existants, à encourager l'amélioration des quartiers, le logement sous forme coopérative et le remembrement des terres.

M. Woolliams: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Je pensais que le débat sur le bill C-133 était terminé. Nous avons déjà procédé à la troisième lecture. Le député qui a la parole comprend peut-être mal la situation.

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur suppléant (M. Laniel): Le point soulevé par le député est valable mais je pense que le député qui a la parole faisait une introduction à son discours en résumant les différentes politiques du gouvernement dont il a l'intention de parler.

M. Broadbent: Cela est exact, monsieur l'Orateur. L'intervention du député n'a pas plus de rapport avec un rappel au Règlement que ses conseils en matière de taux d'intérêt n'en ont avec la solution de la crise du logement.

Je terminais mes remarques d'introduction sur le bill du gouvernement en disant qu'il comportait un grand nombre de dispositions utiles que les députés de tous les partis ont approuvées. Cependant, quand il s'agit de réellement s'attaquer au problème du logement, comme c'est le cas avec tous les autres problèmes graves que connaît notre pays, nous trouvons un gouvernement, dans ce projet de loi, qui se veut essentiellement et exclusivement un mécanisme financier, ancré dans des idées qui m'auraient semblé démodées au XVIII^e siècle, pour ne pas dire au XVII^e. Il continue de parler de stimulants à l'investissement comme d'un moyen de répondre aux besoins de logement que connaissent les familles à revenu moyen. On aurait pu croire que le gouvernement avait tiré une leçon de l'his-

toire des deux ou trois derniers siècles ou, au moins, de celle des douze dernières années.

Le député de York-Simcoe nous a dit qu'un homme disposant d'un revenu de \$5,000 pouvait acheter une maison dans la région de Toronto il y a quelques années, maintenant il faudrait à l'acheteur un revenu de \$20,000. Au cours de cette période, le gouvernement a fait entière confiance au secteur d'investissement privé. Il y a eu des changements à la loi sur les banques, des changements dans les règlements régissant les hypothèques et ainsi de suite, tous destinés à attirer plus d'investissements vers le domaine du logement. On a dit qu'en permettant aux banques d'augmenter les taux d'intérêt, on canaliserait plus d'argent vers le logement, ce qui permettrait aux Canadiens de devenir propriétaires de leurs maisons. Ce soir, évidemment, le parti conservateur vole la vedette au gouvernement. A en juger par ce qu'a dit le député qui m'a précédé, le parti d'en face est un vrai groupement de socialistes. Il a dit qu'ils ne faisaient pas assez pour les investisseurs privés, qu'il fallait plus d'encouragements.

M. Woolliams: Très bien! Je suis heureux qu'il l'ait dit.

M. Broadbent: Je dis avec tout le sérieux possible que cet argument est fallacieux. Il n'y a absolument rien pour l'appuyer. Je rappelle au député l'expérience des États-Unis dont il a parlé, les taudis de Chicago, de Boston et de New York. Il a eu le front de dire que, par ce mécanisme tentaculaire, les États-Unis ont résolu le problème du logement. C'est complètement absurde. Le député a aussi critiqué le NPD pour son attitude face au logement. Le gouvernement NPD au Manitoba a fait plus pour le logement en 18 mois que le gouvernement conservateur précédent en cinq ans. Le député pourra vérifier les faits s'il le veut.

• (2100)

J'avais espéré que le gouvernement minoritaire qui a été élu le 30 octobre, un peu assagi et présumément plus ouvert aux propositions de changement progressiste, aurait complètement renoncé à ce bill. Le gouvernement a pris des mesures dans d'autres domaines, comme la fiscalité, les allocations familiales, les prises de contrôle par les étrangers et d'autres mesures, d'une façon que la plupart d'entre nous considérons comme progressiste. Mais, avec ce bill, nous revenons à Adam Smith au XVIII^e siècle.

Permettez-moi maintenant de passer à une question sérieuse. Comme le député l'a souligné, de nos jours, les Canadiens moyens qui travaillent—je ne parle pas des pauvres, mais des gens qui ont d'assez bonnes situations, comme les pêcheurs de la Nouvelle-Écosse, les ouvriers de l'automobile de ma circonscription, les cultivateurs de Saskatoon ou les travailleurs forestiers de la côte Ouest—n'ont pas les moyens d'acheter une maison. Ils ne peuvent se le permettre parce que le gouvernement s'est fié au mécanisme du marché pour fournir les fonds et cela n'aboutit à rien. Le mécanisme de marché libre rapporte aux banques et aux sociétés de fiducie, les bénéfices les plus élevés depuis des décennies, mais ne donne pas de maisons aux Canadiens. Le bill actuel n'est qu'une simple modification des amendements que le gouvernement précédent a présentés à la Chambre au cours des dix dernières années et je dis que cela ne donnera aucun résultat.